



Sommaire

page 1	Edito: Forum Social Mondial 2015: solidarité et défis démocratiques
page 2	Analyse: Femmes salvadoriennes cherchent droits sexuels et reproductifs
page 3	Projets: Bolivie, témoignage d'un jeune bénéficiaire Seulement un an de projet, déjà beaucoup de résultats
page 4	En bref: Capitalisme et marchandisation de l'humain A lire: «L'effondrement de la civilisation occidentale» La vie de l'association

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

Forum Social Mondial 2015 : solidarité et défis démocratiques

Une importante délégation suisse¹ a participé, du 25 au 28 mars, au Forum Social Mondial qui se tenait pour la seconde fois à Tunis. Un riche programme préparatoire, mis sur pied par E-Changer/COMUNDO et Alliance Sud, les deux organisateurs du déplacement, a permis aux participant-e-s de mieux connaître les réalités d'un pays en transition vers un fonctionnement démocratique encore fragile. Si besoin était, l'attentat du 18 mars au musée Bardo de Tunis, a rappelé que le pays est situé dans un contexte socio-politique et culturel instable, notamment en raison de sa proximité avec la Libye.

Les Tunisiens attendaient donc beaucoup de la tenue du Forum, comme confirmation que les participants étrangers – notamment européens – ne se laisseraient pas dissuader d'y prendre part en raison de la menace terroriste. Et de fait, cette crainte n'a pas eu les effets escomptés, ni sur la délégation suisse, ni sur l'affluence dans les espaces de débats du Forum.

Lors d'une entrevue de la délégation avec l'Instance supérieure indépendante tunisienne qui a organisé et supervisé le processus électoral en 2014, une réflexion semblait s'imposer: si les notions de «vieille» et «jeune» démocratie ont un sens, on peut considérer que, durant cette rencontre, des citoyens de la vénérable démocratie helvétique étaient en dialogue avec ceux d'une république encore balbutiante et menacée. Et que si, en raison même de ces périls, on ne peut qu'admirer la sagesse et la maturité dont font preuve ces démocrates en herbe, on ne peut non plus s'empêcher d'avoir présentes à l'esprit les limites évidentes auxquelles se heurte, chez nous, un système – la démocratie parlementaire – qui se prétend bien rôdé sous nos latitudes où il fonctionne depuis près de deux siècles.

À tel point qu'on peut l'estimer désormais inapte à répondre aux risques sociétaux et environnementaux considérables auxquels l'humanité va être confrontée dans un avenir proche². Il s'agit donc de commencer à envisager sérieusement de dépasser – si possible par le haut – ce mode de gouvernance fondé sur des principes qui furent posés à l'époque des Lumières. Soit en un temps où le nucléaire, les pollutions, l'épuisement des ressources naturelles, la mort des abeilles et la fonte des calottes polaires n'étaient pas vraiment des préoccupations quotidiennes.

Peut-être devrions-nous, pour un tel effort de refondation démocratique, nous inspirer de l'inventivité et de la rigueur dont les Tunisiens ont su faire preuve l'an passé.

Claude Desimoni

1) Plus de 60 personnes : parlementaires nationaux et cantonaux, syndicalistes, journalistes, membres d'ONG

2) À commencer par le réchauffement climatique qui était l'un des thèmes centraux de ce Forum

Femmes salvadoriennes cherchent droits sexuels et reproductifs

Depuis 1998, le code pénal salvadorien punit l'avortement en toutes circonstances, y compris en cas de menace pour la vie de la mère. La récente libération d'une femme emprisonnée durant plus de sept ans pour avortement spontané (!) a relancé la mobilisation contre cette loi inique. Par Alicia Pary

Carmen Guadalupe Vasquez Aladana avait 18 ans et travaillait comme employée de maison dans le département de San Salvador, lorsqu'elle a subi un viol et est tombée enceinte, sans s'apercevoir de son état. Lorsque l'hémorragie est arrivée, elle n'a pas compris ce qu'il se passait, continuant de travailler comme si de rien n'était. C'est finalement sa patronne qui l'a amenée à l'hôpital le plus proche, où le personnel médical l'a dénoncée pour «crime d'avortement». Se basant sur un rapport d'autopsie déclarant une «mort violente», les magistrats ont ensuite requalifié les faits en homicide aggravé, la condamnant à 30 ans de prison.

Cette histoire illustre malheureusement bien la condition de bien des femmes salvadoriennes: faible niveau de scolarité, machisme, violences sexuelles, travail mal payé, manque d'information, peu de droits sexuels et reproductifs. Le tableau est sombre. Mais pourquoi un pays dont le gouvernement fait preuve d'initiatives progressistes dans les domaines de l'éducation et de la santé n'a-t-il pas déjà abrogé cet article de loi contraire aux droits de femmes? C'est sans compter le pouvoir de l'Eglise catholique, qui avait déjà pesé de tout son poids contre de timides réformes du code pénal de 1997, lors des discussions préliminaires en la matière, message bien relayé par la presse conservatrice d'alors. L'ex-président Mauricio Funes, ancien enseignant dans des écoles catholiques, bien que membre du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), n'était pas issu du sérail des ex-guérilleros athées de ce parti et avait fait de l'Eglise une alliée importante, notamment dans la lutte contre le crime organisé. Elu l'an dernier,



Manifestation pour la libération des 17 femmes emprisonnées, Soyapango, El Salvador, octobre 2014

Salvador Sanchez Cerén, également sous les couleurs FMLN, a promis la justice sociale, mais les femmes salvadoriennes ont maintenant soif de justice, tout simplement.

Car c'est la condition de la femme qui pose problème au Salvador, le code pénal n'en est que le reflet, tout comme dans plusieurs pays du continent latino-américain. Plusieurs études classent le Salvador comme le pays déplorant le plus haut taux de féminicides au monde, dont une réalisée par une organisation suisse, Small Arms Survey, datée de 2012, qui recense 12 décès pour chaque 100'000 habitants. Autre fléau, les violences sexuelles: en 2014, la police nationale reportait 2'423 dénonciations, plus de six par jour, dont la majorité concernait des mineurs¹.

Heureusement, des associations locales se battent pour les droits des femmes, comme *Las Dignas*, une

association féministe créée à la fin du conflit armé en 1990 et le Collectif citoyen pour la dépénalisation de l'avortement. Toutes deux ont réalisé un intense travail de plaidoyer pour la libération de Guadalupe auprès de l'assemblée législative. Soutenues par des organisations non-gouvernementales à l'étranger, elles se battent maintenant pour essayer de faire libérer les 16 autres femmes condamnées et abroger cette loi qui crée des victimes. Le temps presse: les chiffres les plus récents de l'OMS indiquent que 11% des avortements finissent par le décès de la femme enceinte².

1) Organización de mujeres salvadoreñas ORMUSA, <http://observatoriodeviolencia.ormusa.org/>

2) «A deux doigts de la mort : la violence contre les femmes et l'interdiction de l'avortement au Salvador», Amnesty International, septembre 2014

Bolivie : témoignage d'un jeune bénéficiaire

Débuté il y a tout juste un an, notre projet de prise en charge intégrale et renforcement des personnes affectées par le VIH centre son attention sur la population LGBT. Sergio est un jeune de 22 ans qui a participé aux ateliers sur les pratiques sexuelles sûres et aux Groupes d'Entraide. **Adapté par Gaspard Nordmann**

Sergio, 22 ans, habitant à Cochabamba, citoyen militant comme les autres

«J'ai participé avec mon partenaire à différentes réunions. Les activités ont toujours été dynamiques et orientées vers la pratique: c'est important d'être informé pour pouvoir prévenir le VIH et d'autres infections. J'aimerais que ces ateliers continuent; les activités ont lieu dans de jolis endroits, où on se sent, en tout cas où je me sens, à l'aise et comme en famille. Dans un des ateliers, on a reçu une prévention sur le VIH et l'utilisation correcte du préservatif. En tant que population sexuellement active et comme population vulnérable, je crois qu'on doit connaître comment il s'utilise, puisque le préservatif est très sûr et qu'on a tous le risque d'être exposé. Aussi, dans ma vie intime j'ai mis en pratique cet atelier, et il m'a pas mal servi pour avoir plus de confiance à utiliser le préservatif, à savoir dire «jusque-là et c'est tout !», et aussi à me pousser à faire un diagnostic. Grâce à Dieu, je suis en bonne santé !

Dans un autre atelier sur les Droits Humains auquel j'ai récemment assisté, on nous a expliqué pourquoi on devait défendre nos droits et faire des reven-



Sergio brandit une pancarte: «Bien que nous soyons différents, on peut tous être solidaires»

dications, parce que nous sommes peu nombreux et très discriminés. C'est un des ateliers qui m'a le plus touché, car pour pouvoir négocier ou parler avec les autorités, il faut savoir comment

le faire. Cela sert non seulement pour ces thèmes [la diversité sexuelle], mais aussi pour n'importe quel thème. Savoir négocier te sert dans ta vie de tous les jours. Ça te donne aussi des informations pour que, en tant que personne ou comme professionnel, tu aies une plus grande confiance en toi et face aux autres.

Concernant les ateliers, comme je l'avais déjà suggéré, j'aimerais qu'on puisse y intégrer les familles, qu'on puisse venir accompagnés d'un proche. Des fois, c'est notre propre famille qui nous discrimine le plus : ils pensent qu'on est des drogués, ou qu'on a une maladie, et ils nous discriminent à n'importe quelle occasion. En intégrant la famille, elle pourrait nous apporter un appui et une meilleure compréhension. Moi par exemple, j'ai beaucoup de problèmes avec ma sœur à cause de mon orientation sexuelle, et je crois juste qu'elle a besoin de plus d'information.»

1) «Lesbien, Gay, Bisexuel et Transgenre», terme qui regroupe l'ensemble des orientations sexuelles et identités de genre.

Seulement un an de projet: déjà beaucoup de résultats

Lancé en mars 2014, le projet a déjà bien avancé et de nombreuses activités ont été menées. Comme le montre le témoignage de Sergio, les bénéficiaires du projet ont pu améliorer leurs pratiques et leurs connaissances, notamment grâce à l'organisation de deux ateliers sur la sexualité, les IST, et l'utilisation des préservatifs, dans lesquels des bons pour un dépistage rapide gratuit ont été distribués. Depuis l'ouverture du centre de consultation en juillet, 65 tests rapides et consultations ont été donnés. L'*Instituto de Desarrollo Humano* (IDH), notre partenaire en Bolivie, a aussi pu soutenir de nombreuses personnes atteintes du VIH, à travers 265 séances de conseils par des pairs (formés dans le cadre du projet), 710 consultations médicales, l'organisation de 14 Groupes d'Entraide et des ateliers sur les pratiques favorables à la santé, ou encore l'accompagnement et le soutien moral des patients lors de leurs traitements à l'hôpital. L'IDH lutte aussi pour une meilleure reconnaissance des droits des personnes avec le VIH et des populations LGBT : ils ont donné 2 ateliers sur les droits humains et ont orienté légalement 47 personnes. Grâce à ces actions, et d'autres de sensibilisation (comme un grand défilé lors du carnaval), 10 municipalités ont débloqué des fonds spécifiques pour le VIH dans leur budget 2015. Enfin, des sessions de sensibilisations sur le VIH et la diversité sexuelle ont été données à 568 étudiants en science de la santé, et des cours complets (plus de 4 heures) à 306 de ces étudiants.

Du chemin reste à faire, mais nous pouvons compter sur le dynamisme de notre partenaire en Bolivie, l'IDH, qui nous surprendra toujours !

Capitalisme et marchandisation de l'humain

Vous avez peut-être entendu parler du crowdfunding, méthode de récolte de fonds participative sur internet. Cette technique s'applique de plus en plus aux malades aux Etats-Unis. Par exemple, un jeune homme diagnostiqué d'une tumeur au cerveau crée une page internet avec une photo et une description (il est sportif, en passe de recevoir un MBA, etc.). Le site accueille les demandes de soutien de dizaines d'autres malades et on donne à la personne de son choix... N'est-ce pas simplement terrifiant de devoir financer sa chimiothérapie soi-même et recourir à des méthodes de marketing? Ces personnes se promeuvent sur internet pour financer leur traitement: car oui, ces pages ne sont pas rares, donc il faut être «meilleur» que les autres (plus jeune, plus beau, plus mince, plus blanc...) pour recevoir des dons ! On se retrouve projeté dans une dystopie dans laquelle on demanderait au peuple qui mérite de vivre ou de mourir, ceci sur fond de médiatisation malsaine. C'est ce genre de dérive qui nous rappelle que l'accès aux soins universel est loin d'être acquis, y compris dans des pays dits «avancés», et nous pousse à lutter pour les plus faibles et l'égalité dans la maladie.

Camille Chabloz



Comme en 2014, l'équipe vous attend au 1^{er} Mai.

À venir

Cet avenir repose sur les genoux des dieux
Homère

Inquiets de la passivité des décideurs face au réchauffement climatique, deux scientifiques américains ont choisi d'en explorer les conséquences par une courte fiction prédictive¹. Au XXIV^e siècle, un historien tente de saisir les causes du Grand Effondrement ayant entraîné, vers la fin du XXI^e siècle, la disparition de la civilisation occidentale. De comprendre pourquoi nous sommes restés passifs, alors que nous disposons de toutes les données détaillant la réalité de ce changement d'origine anthropique.

Ces raisons tiennent à deux facteurs : les gouvernants ont cédé au lobbyisme du «complexe de la combustion du carbone», principal financeur du climatoscepticisme ; soumis à l'idéologie du «fondamentalisme de marché», ils n'ont pris aucune des mesures qui auraient permis de conjurer le danger. Les émissions de gaz à effet de serre ont donc continué de croître et la hausse des températures a atteint 11°C. La fonte des calottes polaires a fait monter le niveau de la mer de 7 mètres. Sécheresses, famines, épidémies, l'ordre social s'écroule. Les gouvernants, toujours acquis à l'idéologie néolibérale, sont alors confrontés à la nécessité d'une intervention massive de l'Etat... Si la fin de cette fiction apocalyptique laisse ouverte la possibilité d'une forme de survie de l'humanité, le tableau ainsi brossé est tout sauf réjouissant. **Claude Desimoni**

1) Erik M. Conway – Naomi Oreskes *L'effondrement de la civilisation occidentale* – LLL 2014 - *The Collapse of Western Civilization: A View from the Future*, Columbia University Press, 2014

Vie de l'Association

Gaza sous siège!

Témoignage sur les récents événements et sur la réalité sanitaire à Gaza.

Conférence par Christophe Oberlin
28 avril, à 18h00

Auditoire Yersin, CHUV, Lausanne
suivi d'une verrée

Organisée par la CSSR et METIS



Nouvelle recrue !

Depuis le mois de février, Camille Chabloz nous a rejoints au secrétariat. Elle nous épaulera en tant que chargée de la communication et de la recherche de fonds, une activité que nous souhaitons développer dans les mois à venir. Camille a été engagée pour une mission temporaire de quatre mois dans le cadre du programme SYNI, proposé par le Service du travail de la ville de Lausanne, qui place des personnes désireuses de travailler dans la coopération internationale. Bienvenue à elle !

1^{er} Mai : Fête du Travail

La CSSR tiendra son traditionnel stand du 1^{er} Mai, au parc des Bastions. Nous vous attendons avec de bonnes choses à grignoter et à boire, pour passer un bon moment de convivialité.

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél : +41 22 329 59 37
– info@css-romande.ch - www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Gianni Hochkofler, Viviane Luisier, Gaspard Nordmann, Alicia Pary **Tirage:** 1700 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien :** 20 CHF par an